

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 24 FÉVRIER 1924.

Proposition de loi concernant les conditions de l'électorat provincial.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le corps électoral sera convoqué en juin 1925 pour procéder au renouvellement intégral des conseils provinciaux.

Or, la législation électorale qui est en vigueur, ne définit pas les conditions de l'électorat provincial; les dispositions de la loi du 18 octobre 1921 sont formelles; d'une part elles abrogent l'article 1^{er} de la loi électorale provinciale du 22 avril 1898; d'autre part elles arrêtent en vue d'élections déterminées, celles qui ont eu lieu en 1921, les conditions auxquelles l'octroi du droit de vote était subordonné.

Personne cependant ne méconnaîtra que la confection des listes dont il sera fait usage aux élections provinciales de 1925 devrait normalement commencer en juin prochain.

Une solution immédiate du problème de l'élection provinciale s'impose donc.

Les soussignés ont l'honneur de soumettre à vos délibérations une proposition qui, si elle ralliait vos suffrages, donnerait au problème une solution jugée inévitable depuis 1921.

Ce problème de l'électorat provincial tel qu'il se présente aujourd'hui devant vous ne peut plus, en effet, se poser avec toute l'ampleur qu'il a pu avoir. Discuté encore en 1921, le droit pour la femme de voter aux élections provinciales ne saurait plus être refusé aujourd'hui.

Il est intéressant de résumer ici les débats qui ont précédé le vote de la loi du 18 octobre 1921.

Repoussée une première fois à la Chambre le 29 juillet 1921 par 90 voix contre 58 et 4 abstentions; adoptée au contraire au Sénat le 21 septembre, par 95 voix contre 37 et 7 abstentions; la question de savoir si le droit de vote aux élections provinciales serait octroyé à la femme, était une des deux questions

dont la solution négative pouvait arrêter toute l'œuvre de la revision constitutionnelle.

Espérant avoir trouvé une formule permettant un vote qui terminerait cette œuvre, MM. Ligy, Speyer et Vinck, appartenant aux trois grands partis politiques qui sont représentés au Parlement, proposèrent au Sénat le 12 octobre 1921 un texte transactionnel qui consacrait :

1° L'abrogation formelle de toute la législation électorale provinciale en vigueur ;

2° Une affirmation nouvelle du droit électoral de la femme par la participation aux élections provinciales de 1921 des femmes jouissant du droit de suffrage aux élections législatives ;

3° Une solution du problème de l'électorat provincial expressément limitée aux élections de 1921 par l'octroi d'un droit de suffrage aux hommes seuls.

A ce texte se rallièrent les défenseurs de la solution immédiate et complète du problème du suffrage féminin de même que les défenseurs de cette réforme auxquels des engagements souscrits, interdisaient alors un vote affirmatif.

Le vote au Sénat, le 12 octobre 1921, à l'impressionnante majorité de 81 voix contre 1 et 8 abstentions, du texte proposé par MM. Ligy, Speyer et Vinck fut précédé de déclarations formelles.

M. Vandervelde, ministre de la Justice, s'exprima comme suit, au Sénat, le 11 octobre 1921 :

« Je demande au Sénat de se dire que quoi qu'il arrive et quelles que soient ses décisions, les femmes voteront avec les hommes aux élections de 1925. »

Dans les discours prononcés le 12 octobre on doit noter les passages suivants, M. Vandervelde déclara :

« Messieurs, je crois utile de confirmer les déclarations qu'au nom de mes amis, j'ai faites hier au Sénat.

» Au cours d'une réunion du groupe des sénateurs et députés socialistes, un certain nombre d'entre-nous ont déclaré leur résolution, leur ferme propos, de voter l'extension aux deux sexes du droit de suffrage pour le renouvellement des conseils provinciaux en 1925. Se sont associés à cette déclaration : MM. Vandervelde, Anseele, Destrée, Wauters, Fischer, Uytroever, De Schutter, Vinck, Hoen, Van Hoeylandt, Verlinden, Max Hallet, Cnudde, Soudan, Bouchery, De Bruyne, Van Vlaenderen, C. Huysmans, Lampens, Coppieters, Vandemeulebroecke, Pirard, Eekelers, Colleaux, Wittemans, Célestin Demblon, Van Landeghem, De Brouwer, Nichels.

» Je crois devoir ajouter, Messieurs, que, parmi ceux de nos collègues socialistes qui n'ont pas considéré pouvoir, dès à présent, prendre pareil engagement, il est un certain nombre qui, tout en réservant leur vote, ont déclaré qu'il y avait tout lieu de croire qu'eux aussi, à un moment donné, se rallieraient au suffrage féminin. D'autres, au contraire, ont déclaré maintenir leur opposition, mais il est dès à présent certain qu'il se trouve une majorité,

» et une majorité considérable, dans les deux assemblées, pour admettre que les
» femmes votent aux élections provinciales en 1925. »

Du discours prononcé par le comte Goblet d'Alviella, il faut retenir aujourd'hui la phrase dans laquelle il reconnaissait ne pas être irréductiblement hostile au vote des femmes dans les élections provinciales.

M. Bordet, citant l'opinion de MM. Depage, Despret et Digneffe, se déclarait comme eux partisan décidé du suffrage féminin.

Et M. Carton de Wiart, premier Ministre, pouvait conclure de l'échange de vues qui précédait son discours, qu'on entrevoyait enfin une solution définitive.

A la Chambre, le texte déposé par M. Ligy et ses collègues, fut commenté comme suit, le 13 octobre.

M. Mechelynck avait émis l'avis que le texte transmis à la Chambre par le Sénat réservait « d'une façon absolue à la nouvelle Législature le soin de déterminer le droit électoral provincial. »

L'honorable membre fut énergiquement contredit par M. Woeste, qui s'exprima comme suit :

« Les considérations émises par l'honorable M. Mechelynck ne sont pas probantes et ne sont pas complètement exactes. Il est très vrai que le projet, tel qu'il nous est soumis, ne dit pas ce qui arrivera dans quatre ans au point de vue du suffrage féminin, mais il n'en est pas moins vrai que la proposition, qu'on a appelée tout à l'heure la proposition Ligy, a été précédée d'explications dont il résulte que, d'après les éléments qui ont été fournis, le suffrage féminin sera établi avant l'expiration de ces quatre années.

» Quand donc l'honorable M. Mechelynck déclare, comme il vient de le faire, que tout est réservé d'une manière absolue, nous ne pouvons pas admettre qu'il en soit ainsi.

» Voilà ce que j'avais à répondre à l'honorable M. Mechelynck. Je tiens à ce que ces paroles soient nettement consignées aux *Annales* et qu'elles soient confirmées, je l'espère, par M. le Ministre de la Justice, qui vient de demander la parole. »

M. Vandervelde déclara :

« Je n'avais pas cru nécessaire de prendre la parole pour répéter la déclaration que j'ai eu l'honneur de faire hier au Sénat. Quand nous donnons notre parole, elle est donnée : il nous paraît tout à fait inutile de la donner à nouveau...

» Puisque l'on insiste, je confirme en tous points ce que vient de dire M. Woeste. Vingt-neuf députés et sénateurs socialistes ont déclaré leur résolution de voter l'extension aux deux sexes du droit électoral pour les élections qui auront lieu pour le renouvellement des conseils provinciaux en 1925. »

M. Carton de Wiart, répondant à M. Poncelet, qui critiquait comme insuffisant le texte admis au Sénat, disait :

« Il n'est pas exact de dire que nous demandions à l'honorable M. Poncelet un sacrifice qui dépasse la mesure de son esprit de conciliation bien connu.

» D'une part, il obtient, par le vote du texte de M. Ligy, que le problème de
» l'électorat provincial n'est réglé que pour une seule consultation électorale, celle
» de 1921, et que, par conséquent, la Législature prochaine devra nécessairement
» se prononcer à nouveau. D'autre part, il résulte des déclarations de M. Vander-
» velde, au nom de la gauche socialiste, et de celles de M. le docteur Bordet, au
» nom de la gauche libérale, que nous possédons la certitude absolue — et l'hono-
» rable M. Vandervelde ne me démentira pas — que, pour les élections de 1923,
» qui normalement suivront celles de 1921, une majorité sera acquise dans les
» deux Chambres — j'y insiste — en faveur de l'accession des femmes au scrutin
» provincial. N'est-ce rien que cette garantie? »

C'est d'après ces déclarations que la Chambre à son tour, à l'imposante majorité de 109 voix contre 11 et 11 abstentions, arrêtait pour 1921 les conditions de l'électorat provincial.

Aujourd'hui les membres du Parlement qui ont applaudi aux solennelles déclarations échangées en 1921, siègent presque tous encore sur les bancs de la Législature.

Il n'est pas douteux que la proposition déposée par les soussignés corresponde exactement aux engagements qui ont été pris; que son acceptation doit être tenue comme assurée; que, limitée aux termes exprès de l'accord de 1921, elle réalisera la seconde étape de la voie à parcourir par notre législation électorale pour assurer le fonctionnement du suffrage effectivement universel.

LIONEL PUSSEMIER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 FEBRUARI 1924.

WETSVOORSTEL BETREFFENDE DE KIESBEVOEGDHEID VOOR DE PROVINCIE.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In Juni 1925 wordt het kiezerskorps opgeroepen tot vernieuwing van al de leden der provinciale raden.

Nu, de bestaande wetgeving bepaalt de kiesbevoegdheid niet voor de provincie; de bepalingen der wet van 18 October 1921 zijn uitdrukkelijk; eensdeels, wordt artikel 1 der kieswet voor de provincie, d.d. 22 April 1898, ingetrokken; anderdeels, worden met het oog op bepaalde verkiezingen, op die namelijk welke in 1921 plaats vonden, de vereischten vastgesteld waarvan het kiesrecht werd afhankelijk gesteld.

Niemand zal echter betwisten, dat met het opmaken der kiezerslijsten, die in 1925 voor de provincie moeten dienen, regelmatigcrwijs in Juni aanstaande zou moeten begonnen worden.

Dienvolgens dient het vraagstuk der kiesbevoegdheid onverwijld eene oplossing te vinden.

De ondergeteekenden hebben de eer aan uwe beraadslagingen een voorstel te onderwerpen, dat, zoo het uwe goedkeuring meedraagt, aan het vraagstuk eene oplossing bezorgt die reeds in 1921 als onvermijdelijk werd beschouwd.

Dit vraagstuk der kiesbevoegdheid voor de provincie kan, onder de huidige omstandigheden, niet meer met denzelfden omvang worden gesteld als de besprekingen in 1921 konden uitlokken, daar het kiesrecht voor de provincie heden ten dage aan de vrouwen niet meer kan geweigerd worden.

Van belang is het, hier de korte samenvatting te geven der besprekingen welke de goedkeuring der wet van 18 October 1921 zijn voorafgegaan.

Den 29ⁿ Juli 1921 werd de zaak in de Kamer verworpen met 90 stemmen tegen 58 en 4 onthoudigen; op 21 September werd echter het voorstel in den Senaat aangenomen met 95 stemmen tegen 57 en 7 onthoudingen; de vraag te

weten of het kiesrecht voor de provincie aan de vrouwen zou worden toegekend was eene der twee vraagstukken waarvan de verwerping gansch het werk der grondwetsherziening kon stilleggen.

De heeren Ligy, Speyer en Vinck, leden uit de drie groote partijen die in het Parlement vertegenwoordigd zijn, hoopten eene bevredigende formule te vinden in den volgenden tekst, welken zij den 12^{en} October 1921 aan den Senaat voorstelden :

1^o Intrekking van geheel de bestaande kieswetgeving voor de provincie;

2^o Het vrouwenkiesrecht zou eene nieuwe bekrachtiging krijgen door de deelneming in de provinciale verkiezingen in 1921, van de vrouwen die het kiesrecht voor de wetgevende verkiezingen bezitten;

3^o De oplossing van het vraagstuk der kiesbevoegdheid voor de provincie, door het verleenen van het kiesrecht aan de mannen alleen, betrof slechts de verkiezingen van 1921.

Deze tekst vond instemming bij de voorstanders van de onmiddellijke en volledige oplossing van het vraagstuk betreffende het vrouwenkiesrecht, alsmede bij hen die, ofschoon voorstanders van de hervorming, deze niet onmiddellijk konden goedkeuren wegens aangegane verbintenissen.

De stemming in den Senaat, d.d. 12 October 1921, gebeurde met de indrukwekkende meerderheid van 81 stemmen tegen 4 en 8 onthoudingen; de stemming over den tekst van de heeren Ligy, Speyer en Vinck werd voorafgegaan van nadrukkelijke verklaringen.

De heer Vandervelde, Minister van Justitie, drukte zich uit als volgt in den Senaat op 11 October 1921 :

« Ik vraag aan den Senaat van te zeggen dat, wat er ook gebeure en welke » ook zijne beslissingen wezen, de vrouwen samen zullen stemmen met de » mannen bij de verkiezingen van 1925. »

In de redevoering, op 12 October, uitgesproken door den heer Vandervelde, kwamen de volgende uitlatingen voor :

« Mijne Heeren, ik meen wel te handelen met de verklaringen te bevestigen, » welke ik gisteren, namens mijne vrienden, in den Senaat heb afgelegd.

» Tijdens eene vergadering van de groep der socialistische Senatoren en » Kamerleden, hebben talrijken onder hen ons verklaard, dat zij vastberaden » waren het kiesrecht voor beiderlei kunne goed te keuren voor de vernieuwing » der leden van de provinciale raden in 1925.

» Met deze verklaring stemden in : de heeren Vandervelde, Anseele, Destrée » Wauters, Fischer, Uytroever, De Schutter, Vinck, Hoen, Van Hoeylandt, » Verlinden, Max Hallet, Cnudde, Soudan, Bouchery, De Bruyne, Van Vlaen- » deren, C. Huysmans, Lampens, Coppieters, Vandemeulebroecke, Pirard, » Eekelers, Colleaux, Wittemans, Célestin Demblon, Van Landeghem, De » Brouwer, Nichels.

» Ik meen hieraan te moeten toevoegen, Mijne heeren, dat onder onze socialis-

» tische collega's die niet dachten van stonden aan dergelijke verbintenis te
» kunnen onderschrijven, er een zeker getal bestaat die, ofschoon zij hunne
» stemmig voorbehouden, niettemin hebben verklaard, dat men terecht hopen
» mocht dat ook zij, te gelegener tijd, het vrouwenkiesrecht zouden aannemen.
» Anderen hebben daarentegen verklaard, dat zij bij hun verzet blieven; doch van
» stonden aan staat het vast, dat in de beide vergaderingen eene meerderheid,
» zelfs eene aanzienlijke meerderheid bestaat om de vrouwen tot de provinciale
» verkiezingen in 1925 toe te laten. »

Van de redevoering, door graaf Goblet d'Alviella uitgesproken, dient heden te worden onthouden, dat hij verklaarde geen onverzoenlijke tegenstander te zijn van het vrouwenkiesrecht voor de provincie.

De heer Bordet haalt de meening aan van de heeren Depage, Despret en Digneffe, en verklaart zich een besliste voorstander van het vrouwenkiesrecht.

De Eerste Minister, de heer Carton de Wiart, mocht uit de gedachtenwisseling, die zijn redevoering voorafging, besluiten dat men eindelijk eene definitieve oplossing voorzag.

De tekst van de heeren Ligy c. s. werd in de Kamer op 13 October besproken.

De heer Mechelynck had de meening uitgedrukt dat de tekst door den Senaat aan de Kamer overgemaakt op ondubbelzinnige wijze aan de nieuwe Kamers de zorg overliet het kiesrecht voor de provincie te regelen.

De heer Mechelynck werd krachtadig tegengesproken door den heer Woeste, die zich uitdrukte in dezen zin :

« De beweeggronden van den achtbaren heer Mechelynck zijn niet afdoende en
» zijn niet heel en al juist. Het is waar dat het ontwerp zooals het ons wordt
» voorgelegd niet zegt wat er over vier jaar zal gebeuren ten aanzien van het
» vrouwenkiesrecht, maar niet minder waar is het dat het voorstel, daar even
» genoemd het voorstel Ligy, voorafgegaan werd door verklaringen waaruit
» blijkt, volgens de gegevens die werden aan de hand gedaan, dat het vrouwen-
» kiesrecht zal worden ingevoerd voor het eind van deze vier jaren.

» Wanneer dus de achtbare heer Mechelynck daar zoo even verklaart dat het
» alles op volstreekte wijze voorbehouden werd, kunnen wij dit niet zonder
» meer aannemen.

» Dit had ik te antwoorden aan den achtbaren heer Mechelynck. Ik houd er
» aan dat deze woorden duidelijk worden opgenomen in de *Handelingen* en
» dat zij bevestigd worden, hoop ik, door den Minister van Justitie die het woord
» heeft gevraagd ».

De heer Vandervelde verklaarde :

« Ik dacht niet dat het noodig was het woord te nemen om eene verklaring
» te herhalen die ik de eer had gisteren in den Senaat af te leggen. Wanneer wij
» ons woord geven dan blijft het gegeven. Wij vinden het volstrekt onnoodig
» dit nogmaals te doen...

» Vermits men aandringt bevestig ik hier op elk punt hetgeen de heer Woeste
» komt te zeggen. Negen en twintig socialistische volksvertegenwoordigers en

» senators hebben hun besluit doen kennen de uitbreiding van het kiesrecht tot
» beide geslachten goed te keuren voor de verkiezingen die zullen plaats heb-
» ben voor de hernieuwing der provincieraden in 1925. »

De heer Carton de Wiart antwoordde aan de heer Poncelet die den tekst door den Senaat overgemaakt als onvoldoende hekelde :

« Het is niet juist dat wij aan den achtbaren heer Poncelet een offer vragen dat
» de grens van zijn gekenden verzoeningsgeest overschrijdt. Eenerzijds bekomt
» hij, door de goedkeuring van den tekst van den heer Ligy, dat het vraagstuk
» van de provinciale kiesbevoegdheid slechts geregeld wordt voor eene enkele
» provinciale verkiezing, deze van 1921, en dat, dienvolgens, de aanstaande Wet-
» gevende Kamers opnieuw zullen moeten uitspraak doen. Anderdeels blijkt het
» uit de verklaringen van den heer Vandervelde, namens de socialistische linker-
» zijde, er uit deze van dokter Bordet, namens de liberale linkerszijde, dat wij de
» volstrekte zekerheid hebben — en de achtbare heer Vandervelde zal dit niet
» loochenen — dat, voor de verkiezingen van 1925, die op normale wijze zullen
» volgen op die van 1921, in beide Kamers eene meerderheid zal gevonden
» worden, ik druk er op, voor het toelaten van de vrouwen tot de provinciale
» verkiezing. Telt deze waarborg dan voor niets? »

Na deze verklaringen heeft de Kamer op hare beurt, met eene sterke meerderheid van 109 tegen 44 stemmen en 11 onthoudingen, de voorwaarden van het provinciaal kiesrecht voor 1921 vastgesteld.

De leden van het Parlement, die deze plechtige verklaringen van 1921 hebben toegejuicht, zetelen nog bijna allen in de Kamers.

Het voorstel door de ondergeteekenden ingediend stemt, zonder twijfel, overeen met de aangegane verbintenissen; de goedkeuring er van moet dus als zeker beschouwd worden; beperkt tot de uitdrukkelijke verklaringen van de overeenkomst van 1921, is het een tweede stap op den weg onzer kieswetgeving die leiden moet tot het werkelijk algemeen stemrecht.

LIONEL PUSSEMIER.

ANNEXE AU N° 152.

Proposition de loi concernant les conditions de l'électorat provincial.

ARTICLE UNIQUE.

Sont électeurs pour la province tous les Belges qui, sans distinction de sexe, réunissent les conditions établies par la loi du 15 avril 1920 pour être inscrits sur la liste des électeurs communaux.

BIJLAGE VAN N° 152.

Wetsvoorstel betreffende de kiesbevoegdheid voor de Provincie.

EENIG ARTIKEL.

Zijn kiesgerechtigd voor de Provincie al de Belgen, van beiderlei kunne, die voldoen aan de vereischten, door de wet van 15 April 1920 gesteld om op de lijst der gemeentekiezers te worden ingeschreven.

LIONEL PUSSEMIER.
H. CARTON DE WIART.
P. POULLET.
XAVIER DE BUE.
R. COLAERT.
HENRI HEYMAN.
